

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

REIMS, le 01 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN DESHY

ROUTE DE POGNY
51240 Francheville

Références : D1 i 2023 - 527
Code AIOT : 0005701706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Pogny 51240 Francheville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN DESHY
- Route de Pogny 51240 Francheville
- Code AIOT : 0005701706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUN DESHY exploite sur la commune de Francheville une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La capacité de production du site est de 1000 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- émissions sonores
- émissions atmosphériques
- risque incendie, électrique et foudre
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Niveaux acoustiques	Arrêté Ministériel du 05/07/2013, article 6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	31/12/23
11	Circuit ouvert refroidisseurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/08/23
12	Traitement eaux pluviales	AP Complémentaire du 05/07/2013, article 4.3.5 et 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	31/10/23

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	AP Complémentaire du 23/05/2017, article 3	/	Sans objet
2	Nomenclature	AP Complémentaire du 23/05/2017, article 2	/	Sans objet
4	Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2	/	Sans objet
5	Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques - Broyage Granulation	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2	/	Sans objet
6	Valeurs limites flux rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 14/03/2018, article 3	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
10	Registre de suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 5.1.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires concernant les émissions sonores du site, le traitement et l'épandage des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et le refroidissement en circuit ouvert. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport concernant ce dernier point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2017, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • de l'usine comportant 3 fours de déshydratation ; • de 2 ateliers dont l'un est destiné à l'entretien des moyens de manutention et des engins agricoles ; • de l'atelier de fabrication du RUMILUZ ; • de l'unité de séchage basse température ; • de 2 silos plats pour le stockage vrac des granulés ; • de 5 hangars de stockage en balles de RUMILUZ ; • de 2 aires de stockage pour le charbon et ou la biomasse ; • d'un bâtiment abritant les bureaux.
Constats : Les installations présentes sur site correspondent à celles mentionnées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2017. Dans le stockage n°2 étaient présents, à la fois des granulés et des balles de luzerne. Cette modification des conditions de stockage a fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé le 20 décembre 2023 qui fera prochainement l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature.

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un état des stocks des combustibles et des produits présents sur site. Les quantités stockées correspondaient aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/07/2013, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2023
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émergence et niveau limites en bruit en limite d'exploitation fixés par l'arrêté préfectoral n°2013-A-70-IC du 05 juillet 2013.
<p>Constats : Suite à la mise en place d'un variateur de vitesse sur la cheminée CC1, l'exploitant a réalisé de nouvelles mesures acoustiques au niveau de la Zone à Emergence Réglementée (ZER) afin d'en évaluer son impact. Cette nouvelle étude, du 19 juin 2023, permet de conclure que le variateur de vitesse n'a pas d'impact significatif sur les émissions sonores de l'installation et que les émergences mesurées au niveau de la ZER ne respectent pas les valeurs limites réglementaires avec : 7 dB(A) en période diurne et 14.5 dB(A) en période nocturne au lieu de, respectivement, 6 et 4 dB(A).</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'a pas reçu de plainte liée au bruit depuis le début de la campagne en avril 2023.</p> <p>Pour rappel, l'étude acoustique de septembre 2022, conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les cheminées CC1, CC2, vapeurs sont les sources du bruit prépondérantes du site; • beaucoup de sources ont une contribution relativement similaire entre 25 et 28 dBA, cela implique de réduire l'impact d'un grand nombre de sources pour viser un gain global significatif ; • pour obtenir une conformité réglementaire, il faudrait réduire l'impact du site sur le voisinage de 10 dB(A) ; <p>Ce rapport propose également des solutions techniques telles que : la mise en œuvre de silencieux sur l'ensemble des cheminées, l'isolation des conduites de circulation des granulés par calorifugeage et la fermeture des portes des locaux, etc.</p> <p>Le bureau d'étude alerte cependant sur la mise en place de silencieux sur les cheminées CC1 et CC2 qui pourrait engendrer un colmatage des filtres par la poussière et une consommation du système de réduction du bruit en cas de remontée de particules incandescentes.</p> <p>Lors de l'inspection du 05 octobre 2022, l'exploitant envisageait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de passer les ventilateurs (3 turbines) associés aux cheminées CC1 et CC2 sur variateur de vitesse ; • d'isoler les conduites de circulation des granulés ; • d'arrêter l'utilisation du broyeur à lignite ; • de planter une végétation haute entre l'usine et les premières habitations de la commune de Francheville. <p>Proposition de l'inspection : Ainsi, au regard des constats précédents, l'inspection juge nécessaire que l'exploitant réalise des investigations complémentaires et propose un plan d'actions au 1^{er} diagnostic réalisé. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre, avant le 31 décembre 2023, une étude technico-économique des solutions</p>

envisageables. Le cas échéant, cette étude technico-économique sera accompagnée d'un plan d'action qui pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 31 décembre 2023

N° 4 : Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) et mesurés selon les méthodes définies par les normes en vigueur.</p> <p>Les effluents gazeux des fours sécheurs, condenseurs 1 et 2, doivent respecter les valeurs limites suivantes, les concentrations étant mesurées sur gaz humide pour les installations de séchage. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée, sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %. Le taux d'O₂ devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié.</p> <p>[TABLEAU]</p> <p>Constats : Deux dépassements en concentrations en poussières ont été enregistrés en septembre et en décembre 2022, avec des concentrations de 210 mg/Nm³ au lieu de 200 mg/Nm³. L'exploitant a indiqué avoir procédé à un réglage de l'écluse en inter-campagne afin de remédier à ce problème. En 2023, sur les mesures effectuées en mai et en juin aucun dépassement des concentrations en poussières n'a été enregistré.</p> <p>Un dépassement en COV a été enregistré en août 2022 avec une concentration de 208 mg/Nm³ au lieu de 110 mg/Nm³. L'exploitant l'explique par la floraison de la luzerne et fait référence à l'étude de la profession sur la part biotique des COV sollicitant une dérogation aux VLE, transmise à la DREAL. Dans l'attente de l'instruction de l'étude, il n'est pas proposé de suite administrative l'écart constaté dans l'immédiat.</p> <p>Observations : L'inspection rappelle que lorsqu'un écart est constaté par l'exploitant, il convient que celui-ci réalise, dans la mesure du possible, des mesures supplémentaires portant sur les polluants incriminés afin de statuer sur la représentativité des résultats obtenus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques - Broyage Granulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites concentrations rejets atmosphériques - Broyage Granulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents gazeux des lignes de broyage-granulation doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p>

[TABLEAU]
Constats : Les mesures effectuées en 2022 et 2023 sur les lignes de broyage-granulation respectent la valeur limite de concentration en poussières de 10 mg/Nm3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeurs limites flux rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites flux rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : [TABLEAU]
Constats : Des dépassements en flux horaires de référence sont constatés en 2022. Ces flux horaires sont calculés à partir de la concentration de référence et non de la concentration limite, ce qui explique ces dépassements. Cependant, les flux annuels sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.2 ; • une réserve incendie, de 2 cuves de 80 m3 chacune, munie d'une pompe de 60 m3/h est placée entre l'usine et le sécheur basse température ; • 460 m3 d'eau doivent être en permanence disponibles dans la lagune de 500 m3. Un raccordement à cette lagune par un tuyau DN 150 équipé de raccords conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter est accessible en permanence. De plus, 4 points d'aspiration sont en permanence disponibles à côté de cette lagune ; ils sont équipés chacun d'un raccord pompier de diamètre 100 mm ; • les points d'alimentation en eau, signalés par une pancarte inaltérable et visible doivent être d'un accès facile en toutes circonstances, situés en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre. Une aire ou plate-forme de 32 m2 (8 m de longueur sur 4 m de largeur) est aménagée afin de permettre la manœuvre des engins et la manutention du matériel de lutte contre l'incendie ; • la distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et les points de ravitaillement en eau ne doit pas excéder 6 m ; • 7 RIA équipent le site, 5 dans l'usine, 1 dans la cellule d'expédition et 1 au puits n°2 ; • 5 RIA équipent chaque hangar de stockage n° 3, 4, 5 ; • 1 poteau incendie relié à la réserve d'eau de 2 x 80 m3 est placé à proximité du hangar n°5, côté route départementale ; • un système d'aspersion est présent sur les installations suivantes :

-	le	sécheur	basse	température ;
-		les		cyclones ;
-	en	entrée	des	tambours
-	les	à	manches	des
-	les	vis	trieuses	du
-	dans	le	refroidisseur	RUMILUZ
-				et à sa sortie.

Les hangars de stockage de balles de luzerne sont dotés d'au moins un poteau incendie normalisé est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale de chaque bâtiment. Il offre un débit de 60 m3/h sous 1 bar de pression dynamique. La distance de 100 mètres est mesurée par les voies carrossables et accessibles aux engins de lutte contre l'incendie.

Les réserves d'incendie doivent faire l'objet d'une réception par le SDIS.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Les éventuels systèmes d'extinction automatique d'incendie, extincteurs et robinets d'incendie armés sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
[...]

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

Constats : Un plan des moyens incendie à jour est disponible sur site.
L'exploitant consigne dans un registre les vérifications internes : poteaux incendie, extinction sécheur basse température, lagune, RIA, désenfumage. Les dernières vérifications datent d'avril 2023.
La vanne d'arrivée des refroidisseurs signalée comme hors service a été changée le 17 avril 2023.
Un RIA du stockage 7 est mentionné comme hors-service. Lors de l'inspections, 5 RIA sur les 8 présents au sein du stockage 7 ont été testés par sondage et fonctionnaient.
Le 7 mars 2023, les extincteurs ont été vérifiés par un organisme extérieur. Une facture du remplacement des extincteurs défectueux a été transmise le 08 mars 2023.
Les systèmes de détection ont été vérifiés les 23 février 2023, 02 mars 2023 et 05 avril 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et mentionnent très explicitement les éventuelles déficiences relevées. En cas de non-conformité(s), les travaux doivent être réalisés dans les plus brefs délais. Ces

<p>derniers sont inscrits dans un registre où sont mentionnés notamment la date de leur réalisation, le nom de la personne (ou de l'organisme) en charge de ces mises en conformité. [...]</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité. Une continuité électrique et une mise à la terre sont réalisées sur les éléments conducteurs constituant les installations ou utilisés occasionnellement pour leur exploitation.</p>
<p>Constats : Les installations électriques ont été vérifiées entre juillet et octobre 2022. Les non conformités mentionnées sur les rapports Q19 et thermographiques ont été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats : Les installations de protection contre la foudre ont été vérifiées le 19 août 2023, aucune non conformité n'a été relevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Registre de suivi des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 5.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre contient au moins, pour chaque flux sortant, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date d'enlèvement des déchets ; • la désignation du déchet sortant et son code défini à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ; • la quantité du déchet sortant ; • le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; • le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé de la déclaration au préfet pour l'exercice de l'activité de collecte ou de transport de déchets ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ; • le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ; • la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;

<ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, le numéro du document prévu pour le suivi du transfert transfrontalier de déchets ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination.
Constats : L'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets pour le suivi de ses déchets. En 2023, 9 bordereaux de suivi des déchets ont été émis. Par sondage, l'inspection a pu observer que 3 bordereaux étaient correctement renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Circuit ouvert refroidisseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Circuit ouvert refroidisseurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.
Constats : Lors de l'inspection, un écoulement au niveau du refroidisseur "groupe d'eau glacé" présent à proximité de l'atelier de fabrication des balles a été identifié. L'exploitant a indiqué que l'échangeur du groupe froid était en panne. Un jet d'eau continu a été mis en place afin d'assurer le refroidissement. Les eaux utilisées proviennent d'un forage sur site et sont dirigées ensuite vers la lagune. L'exploitant a indiqué utiliser ce mode de refroidissement en période de fortes chaleurs et ce depuis la campagne 2021. Le mode de fonctionnement dégradé du refroidisseur conduit l'exploitant à rejeter des effluents en continu vers la lagune ce qui correspond à de la réfrigération en circuit ouvert.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant devra justifier, avant le 31 août 2023 , de l'arrêt du refroidissement en circuit ouvert. Il devra également estimer l'impact de ce fonctionnement sur les consommations en eau du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31 août 2023

N° 12 : Traitement eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2013, article 4.3.5 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.3.5 : Les effluents industriels générés par l'établissement ainsi que les eaux pluviales sont dirigés, après passage dans un débourbeur et/ou un déshuileur, vers la lagune de 10 000 m3. Ces effluents sont ensuite épandus.

<p>4.3.9:</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les voies de circulation situées à proximité des deux cuves incendie sont directement rejetées au milieu naturel sans traitement des polluants présents.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre, avant le 31 octobre 2023, un plan d'action permettant de se conformer aux dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2013, à savoir diriger l'ensemble des eaux pluviales de voirie vers la lagune, après traitement. Ce plan d'action pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 31 octobre 2023</p>